

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2023-42 du 8 décembre 2023

Sommaire

Commerce et sanctions

1. L'administration publie de nouvelles lignes directrices relatives au crédit d'impôt à l'achat de véhicules propres de l'IRA
2. Le Congrès et des ONG appellent l'administration à résoudre le différend sur l'acier avec l'UE
3. La Secrétaire au Commerce veut renforcer les moyens du BIS, chargé du contrôle-export
4. Le Département du Trésor lance un groupe de travail contre le trafic de fentanyl
5. La Chambre des représentants adopte une proposition visant à geler les fonds débloqués au profit de l'Iran

Climat – énergie – environnement

6. L'administration Biden s'appuie sur les actions climatiques américaines afin de mobiliser à la COP28
7. L'Agence américaine de protection de l'environnement publie le règlement final sur les émissions de méthane
8. La Maison-Blanche communique sur son partenariat avec l'Angola, en particulier sur ses axes climatique, énergétique et minéral

Industrie

9. Le CHIPS R&D Office dévoile sa vision pour le National Advanced Packaging Manufacturing Program
10. Apple encourage ses fournisseurs de batteries à délocaliser leur production de la Chine vers l'Inde

Agriculture et industrie agroalimentaire

11. Le GAO considère le système d'assurance-récolte trop coûteux et esquisse des pistes d'économies

Numérique et innovation

12. Meta et IBM lancent une Alliance sur l'intelligence artificielle

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. L'administration publie de nouvelles lignes directrices relatives au crédit d'impôt à l'achat de véhicules propres de l'IRA

Les Départements du Trésor et de l'Énergie ont [publié](#) le 1^{er} décembre des propositions de lignes directrices sur la mise en œuvre des dispositions excluant les minéraux critiques et les composants de batteries produits par des « entités étrangères préoccupantes » (*foreign entities of concern*, FEOC) du dispositif de crédit d'impôt à l'achat de véhicules propres de l'Inflation Reduction Act (IRA).

Les lignes directrices [proposées](#) par le Département de l'Énergie précisent les conditions aux termes desquelles une entité sera considérée comme une FEOC, notamment les critères qui permettront de déterminer si cette entité est « détenue, contrôlée ou soumise à la juridiction ou à la direction du gouvernement d'un pays étranger qui est une nation couverte », étant entendu que ces nations couvertes comprennent, aux termes de la loi, la Chine, la Russie, la Corée du Nord et l'Iran. Le document précise que seront considérées comme soumises à la juridiction du gouvernement d'une nation couverte les entités « incorporées, domiciliées ou qui possèdent leur établissement principal dans une nation couverte ». Les activités relatives à la production de minéraux critiques et de composants de batteries qui seraient réalisées sur le territoire d'une nation couverte suffiront à déterminer qu'une entité, quelle que soit sa nationalité, est soumise à la juridiction de son gouvernement. Afin de déterminer si une entité est détenue, contrôlée ou soumise à la direction du gouvernement d'une nation couverte, le Département de l'Énergie propose l'établissement d'un seuil de 25 % de détention des sièges du conseil d'administration, des droits de vote ou des participations au capital de l'entité concernée. Par ailleurs, les entreprises ayant conclu des contrats de licence avec une FEOC aboutissant au « contrôle effectif » de cette dernière sur les activités associées à la production de minéraux critiques et de composants de batterie seront aussi couvertes par la définition proposée.

Les lignes directrices [publiées](#) par le Département du Trésor précisent quant à elles les conditions aux termes desquelles ces FEOC seront exclues du dispositif de crédit 30D. Ainsi, elles établissent pour l'industrie des exigences de traçabilité physique relatives à la conformité des minéraux critiques et des composants de batteries. En outre, à compter de 2025, les producteurs de batteries devront tenir un registre prévoyant le nombre de batteries conformes qu'ils prévoient de produire l'année suivante. Toutefois, jusqu'en 2027, certains minéraux critiques inclus dans les cellules de batterie pourront être exemptés des règles de traçabilité les plus contraignantes. Le document propose également d'exclure jusqu'en 2027 certains minéraux critiques de faible valeur (moins de 2 % des minéraux contenus dans une batterie) du champ des dispositions.

2. Le Congrès et des ONG appellent l'administration à résoudre le différend sur l'acier avec l'UE

Dans une lettre en date du 5 décembre, vingt sénateurs ont [exhorté](#) la Représentante au Commerce (USTR) K. Tai à conclure promptement un accord avec l'UE pour éviter la réimposition, le 1^{er} janvier prochain, des droits de douane de 50 % mis en place par l'UE entre 2018 et 2021 sur le whiskey américain (parmi d'autres biens), en réponse aux droits de Section 232 imposés par l'administration Trump sur les importations d'acier et d'aluminium européens. La lettre mentionne les négociations en cours entre Washington et Bruxelles en vue d'un Accord global sur l'acier et l'aluminium durables (GSA), dont l'objectif initial était qu'elles soient conclues d'ici octobre 2023, pour permettre la levée permanente des mesures de Section 232 américaines (qui prennent la forme de contingents tarifaires depuis janvier 2022) et des droits imposés en rétorsion par l'UE (ces droits ayant été suspendus jusqu'au 1^{er} janvier 2024). Toutefois, les négociations du GSA n'ayant pas pu aboutir à l'occasion du Sommet UE-États-Unis du 20 octobre dernier, les sénateurs invitent désormais l'USTR à parvenir à une solution avec l'UE afin d'éviter un retour des mesures de représailles européennes au 1^{er} janvier prochain.

À ces pressions du Congrès s'ajoutent celles de la société civile, qui pousse pour que le GSA réponde aux objectifs de décarbonation des industries de l'acier et de l'aluminium. Le 5 décembre, plusieurs organisations non-gouvernementales majeures représentant la société civile et les mouvements de protection de l'environnement ont ainsi [adressé](#) une lettre au Président Biden, exprimant leur soutien aux négociations en cours avec l'UE et l'exhortant à conclure un accord qui « reflète de forts objectifs climatiques, liant l'accès au marché à l'intensité en carbone des biens ».

3. La Secrétaire au Commerce veut renforcer les moyens du BIS, chargé du contrôle-export

Dans le cadre d'un entretien [accordé](#) le 5 décembre à l'occasion du Reagan National Defense Forum, la Secrétaire américaine au Commerce Gina Raimondo a appelé le Congrès à accroître les moyens du Bureau of Industry and Security (BIS), chargé d'administrer le dispositif de contrôle-export américain, renforcé notamment en octobre dernier dans le domaine des semi-conducteurs [voir [Brèves Sectorielles du 20 octobre 2023](#)].

G. Raimondo a clairement réaffirmé à cette occasion que les enjeux de sécurité nationale primaient du point de vue de l'administration sur les intérêts économiques de court terme du secteur privé américain (« Je sais qu'il y a des PDG d'entreprises de puces électroniques dans ce public qui étaient un peu grincheux avec moi parce que vous perdez des revenus. Ainsi va la vie, la protection de notre sécurité nationale compte plus que les revenus à court terme »).

À la suite de cette intervention, les représentants républicains M. McCaul (R-Texas), E. Stefanik (R-New York) et M. Gallagher (R-Wisconsin) ont [indiqué](#) le 5 décembre à travers un communiqué conjoint qu'ils conditionneraient tout soutien financier supplémentaire du Congrès à une réforme du BIS, nécessaire selon eux à la protection des technologies américaines vis-à-vis des « pays rivaux ». Dans ce contexte, le président de la Commission des Affaires étrangères à la Chambre M. McCaul (R-Texas) a [publié](#) le 7 décembre un rapport d'évaluation du dispositif de contrôle-export américain, concluant notamment que le BIS avait, au moins jusqu'en août 2021, répondu positivement dans une grande majorité des cas aux demandes de licences pour l'exportation vers la Chine de biens et technologies couvertes par le dispositif. Il préconise à cet égard la mise en œuvre d'une « politique de refus » systématique pour l'ensemble des demandes d'exportation d'articles susceptibles de porter atteinte à la sécurité nationale vers la Chine.

4. Le Département du Trésor américain annonce le lancement d'un groupe de travail contre le trafic de fentanyl

Le Département américain du Trésor a [annoncé](#) le 4 décembre le lancement d'un groupe de travail chargé de lutter contre le trafic de fentanyl, piloté par le service en charge du terrorisme et du renseignement financier (OTFI) et le service d'investigation de l'administration fiscale américaine (IRS). La Secrétaire au Trésor Janet Yellen a déclaré que celui-ci « permettra de mettre à profit l'expertise inégalée du Département en matière de lutte contre la criminalité financière » et que « le Trésor utilisera tous les outils à sa disposition pour empêcher les trafiquants de drogue de colporter ce poison [aux États-Unis] ».

Le lancement de ce groupe de travail intervient quelques semaines après la rencontre entre le président américain Joe Biden et son homologue chinois Xi Jinping à San Francisco [voir [Brèves Sectorielles du 17 novembre 2023](#)], lors de laquelle les deux dirigeants se sont entendus pour coordonner leurs approches en matière de lutte contre le trafic de stupéfiants, en particulier le fentanyl. Associant notamment le Bureau d'analyse des transactions financières (FinCEN) et le Bureau en charge de l'administration des sanctions financières (OFAC), cette « Counter-Fentanyl Strike Force » aura pour principales missions de (i) perturber les principaux canaux de blanchiment d'argent au sein des réseaux internationaux de trafic de fentanyl et (ii) accroître la coordination avec les alliés internationaux des États-Unis en matière de lutte contre ce trafic.

À cette fin, J. Yellen s'est [rendue](#) du 5 au 7 décembre au Mexique pour rencontrer des représentants du gouvernement et du secteur privé mexicains, notamment des institutions bancaires, dans l'optique de promouvoir une meilleure collaboration entre Washington et Mexico en matière de politique financière et réglementaire. Cette visite s'inscrit également dans le cadre de l'engagement conjoint [conclu](#) par les deux pays en octobre dernier

visant à renforcer les efforts de lutte contre le trafic de drogue, en particulier les drogues de synthèse tel que le fentanyl.

5. La Chambre des représentants adopte une proposition visant à geler les fonds débloqués au profit de l'Iran

Le 30 novembre, la Chambre des représentants a [adopté](#) une proposition de loi visant à geler des fonds qui devaient initialement être débloqués par les États-Unis au profit de l'Iran, pour des activités humanitaires. Intitulée No Funds for Iranian Terrorism Act et introduite par le président républicain de la Commission des Affaires étrangères à la Chambre M. McCaul (R-Texas), cette proposition de loi vise à geler à nouveau des fonds iraniens d'un montant de 6 Md\$, initialement placés dans une banque coréenne et récemment transférés vers le Qatar, que l'administration américaine prévoyait de débloquer au profit de l'Iran dans le cadre d'un accord sur la libération d'otages conclu en août dernier. La proposition de loi vise également à sanctionner toute entité qui faciliterait ce transfert de fonds au profit de l'Iran. Adoptée par 307 voix pour et 119 contre, cette proposition de loi a connu un soutien notable du camp démocrate, 90 représentants démocrates ayant fait le choix de voter en faveur du texte. Une initiative similaire doit désormais être adoptée au Sénat avant d'être entérinée ou rejetée par le président américain, alors que l'administration Biden a récemment [affirmé](#) que les fonds restaient pour l'heure bloqués.

Brèves

- Le 6 décembre, les sénateurs B. Cassidy (R-Louisiane) et T. Baldwin (D-Wisconsin) ont [annoncé](#) l'introduction d'une proposition de loi bipartisane visant à reverser aux communautés impactées par les pratiques commerciales déloyales de pays tiers le montant des droits antidumping ou compensatoires collectés en vertu de l'application des instruments de défense commerciale américains.
- Le 29 novembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) une entité accusée de blanchir de l'argent au profit de l'entité cyber nord-coréenne Lazarus Group.
- Le 29 novembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 20 individus et entités accusés de soutenir financièrement les forces armées iraniennes.
- Le 30 novembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 3 individus et 13 entités mexicains accusés de contribuer aux activités du Cartel de Jalisco Nueva Generación.
- Le 30 novembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 8 citoyens nord-coréens accusés de prendre part à des activités de contournement des sanctions américaines et de prolifération d'armes de destruction massive.
- Le 1^{er} décembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 3 entités basées aux Émirats arabes unis et au Libéria, accusées

d'exploiter des navires participant au contournement des sanctions contre le pétrole russe.

- Le 4 décembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 7 individus accusés de participer à des activités de déstabilisation au Soudan.
- Le 5 décembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 9 entités et 5 individus accusés de participer au contournement des sanctions contre la Russie, basés en Russie, en Belgique, à Chypre, en Suède, à Hong Kong et aux Pays-Bas.
- Le 5 décembre, le Département du Trésor a [désigné](#) 11 entités et 8 individus proches du président biélorusse Lukashenko, accusé de soutenir l'effort de guerre russe en Ukraine.
- Le 7 décembre, les Départements du Trésor et d'État ont [sanctionné](#), en coordination avec le Royaume-Uni, 2 individus accusés d'avoir pris part à des activités de déstabilisation des services de renseignement russes.
- Le 7 décembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 13 individus accusés d'avoir apporté un soutien aux activités menées par des groupes affiliés aux Houthis au Yémen.

Climat – énergie – environnement

6. L'administration Biden s'appuie sur les actions climatiques américaines afin de mobiliser à la COP28

Le 2 décembre, la Maison-Blanche a [publié](#) un communiqué qui énumère les actions domestiques et les initiatives internationales que la délégation américaine porte à la COP28. Selon le communiqué, après avoir mené domestiquement l'action climatique la plus importante de l'histoire du pays et dirigé les efforts de lutte contre la crise climatique à l'étranger, les États-Unis abordent la 28^e conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP28) à Dubaï avec un élan sans précédent.

Le communiqué, qui indique que la Cheffe de délégation est la Vice-Présidente Kamala Harris, commence par l'engagement américain à hauteur de 3 Md\$ en faveur du Fonds vert pour le climat.

La Maison-Blanche indique ensuite que les États-Unis, l'UE et les Émirats arabes unis ont pris la tête d'une coalition de pays qui se sont engagés à tripler les énergies renouvelables dans le monde et à doubler l'efficacité énergétique d'ici à 2030. Pour relever ce défi, les États-Unis annoncent la création d'un nouveau projet de collaboration sur la chaîne d'approvisionnement en énergies propres (Clean Energy Supply Chain Collaborative – CESC Collaborative) visant à étendre et à renforcer la capacité de la chaîne d'approvisionnement en énergies propres.

La Maison-Blanche indique également que les États-Unis ont pris la tête d'une coalition de plus de 20 pays afin de tripler la capacité de production d'énergie nucléaire au niveau mondial d'ici à 2050 par rapport aux niveaux de 2020. La coalition invite les actionnaires des institutions financières à encourager l'inclusion de l'énergie nucléaire dans les politiques de prêt dans le domaine de l'énergie. Le communiqué ajoute qu'en réponse à l'intérêt mondial pour le déploiement de systèmes d'énergie nucléaire, l'Export-Import Bank of the United States (EXIM) et le Département d'État américain (DoS) soutiennent les déploiements de SMR américains et aident les exportateurs américains à rester compétitifs. De plus, le communiqué rappelle qu'en marge du G7 à Sapporo au Japon, en avril dernier, les États-Unis, le Canada, le Japon, la France et le Royaume-Uni se sont engagés à mobiliser au moins 4,2 Md\$ d'investissements publics pour renforcer leur capacité collective d'enrichissement et de conversion de combustible nucléaire au cours des trois prochaines années. Enfin, les États-Unis lancent un partenariat international pour l'énergie de fusion nucléaire.

La Maison-Blanche souligne également les actions du Département de l'Énergie (DoE) sur l'hydrogène et la séquestration géologique du carbone. Le communiqué indique que le DoE développe les technologies de l'hydrogène pour soutenir la transition énergétique mondiale, notamment en augmentant les investissements dans la recherche, le développement et la démonstration afin de réduire le coût de production de l'hydrogène propre à 1 \$/kg d'ici à 2031. La Maison-Blanche annonce l'élargissement des pays qui concourent au « carbone management challenge » qui vise à éliminer les barrières au déploiement de la séquestration géologique du carbone. Les membres initiaux – Brésil, Canada, Indonésie, États-Unis et Royaume-Uni – sont ainsi rejoints par l'Islande, l'Indonésie, le Mozambique, les Pays-Bas et la Roumanie.

Le communiqué affirme que l'Agence de protection de l'environnement (EPA) a finalisé le règlement concernant les émissions de méthane provenant des opérations pétrolières et gazières (*cf. infra*). Le communiqué indique que ce règlement devrait conduire à une réduction de près de 80 % des futures émissions de méthane.

Enfin, la Maison-Blanche affirme que les États-Unis sont en bonne position pour atteindre leur objectif de réduction d'émissions. Selon la Maison-Blanche, la loi bipartisanne pour les infrastructures et l'Inflation Reduction Act devraient permettre de réduire les émissions américaines de 41 % par rapport aux niveaux de 2005. Le communiqué indique que l'administration Biden poursuit des actions fédérales supplémentaires pour permettre d'atteindre les niveaux de réduction de 50 % à 52 %, y compris des mesures telles que les règlements de l'EPA pour les véhicules, les centrales électriques et les émissions de méthane.

7. L'Agence américaine de protection de l'environnement publie le règlement final sur les émissions de méthane

Le 2 décembre, l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) a [publié](#) le règlement final sur les émissions de méthane provenant de l'industrie du pétrole et du gaz naturel. Ces règles finales s'appuient sur deux propositions de règles publiées en novembre 2021 et décembre 2022. Elles intègrent les commentaires et les informations que l'EPA a reçus grâce à près d'un million de commentaires du public, ainsi qu'à un engagement important auprès des parties prenantes.

La publication de ce règlement final a été [annoncée](#) par l'administrateur Michael Regan et le conseiller national du président Biden sur le climat, Ali Zaidi, lors de la COP28 à Dubaï.

Le communiqué de l'EPA indique qu'une forte réduction des émissions de méthane est l'une des mesures les plus importantes que les États-Unis puissent prendre à court terme pour ralentir le rythme du changement climatique. La règle permettrait d'obtenir une réduction de près de 80 % par rapport aux futures émissions de méthane attendues en l'absence de ce règlement.

Il indique que le règlement de l'EPA s'appuie sur des technologies rentables et innovantes et sur des solutions éprouvées pour réduire les émissions de méthane. Les règles prévoient d'encourager l'utilisation de technologies de pointe telles que le dépistage aérien, les réseaux de capteurs et les satellites, qui aident les exploitants à trouver et à réparer les fuites plus rapidement.

Selon l'EPA, les commentaires du public ont aidé l'Agence à élaborer des normes rigoureuses qui réduiront les émissions de méthane et encourageront l'innovation et la récupération du gaz naturel qui serait autrement gaspillé, et donneront à l'industrie suffisamment de temps et de flexibilité pour se conformer à la réglementation de manière rentable.

8. La Maison-Blanche communique sur son partenariat avec l'Angola, en particulier sur ses axes climatique, énergétique et minéral

À l'occasion de la visite du Président de l'Angola à Washington, la Maison-Blanche a [publié](#) le 30 novembre un communiqué sur le partenariat entre les deux pays.

Le communiqué de la Maison-Blanche indique que l'Angola est un partenaire stratégique et un leader régional, et que le partenariat entre les États-Unis et l'Angola est essentiel pour faire avancer leurs objectifs communs de prospérité économique, de sécurité régionale et de renforcement de la sécurité énergétique en Afrique et dans l'Atlantique.

La Maison-Blanche rappelle les différents axes de travail entre les deux pays, notamment le financement par l'EXIM de 900 M\$ pour le projet d'énergie solaire de Sun Africa, ainsi que le projet du corridor

de Lobito qui offre un potentiel d'infrastructures essentielles qui permettront de mieux intégrer la RDC, la Zambie et l'Angola aux chaînes d'approvisionnement en énergie verte.

La Maison-Blanche souligne que la NASA soutient la recherche sur l'atténuation de la sécheresse, les systèmes d'irrigation des cultures, la gestion des ressources en eau et la gestion des réservoirs en Angola.

Le communiqué indique également que l'Institut d'études géologiques des États-Unis (USGS) et l'Institut géologique angolais ont signé un protocole d'accord en novembre dernier qui doit permettre de renforcer la collaboration scientifique entre les deux organismes afin de faire progresser le potentiel de l'Angola en tant que producteur de minéraux critiques.

Enfin, le communiqué annonce que le dialogue sur la sécurité énergétique entre les États-Unis et l'Angola sera lancé en 2024 et se concentrera sur la sécurité et la stabilité de l'approvisionnement en énergie et sur l'approfondissement des liens commerciaux en lien avec leurs objectifs communs en matière de climat.

Brèves

- Le 4 décembre, à la COP28, le Secrétaire adjoint à l'Énergie, David Turk, et le Ministre mauritanien du Pétrole, des mines et de l'énergie, Nani Ould Chrougha, ont [signé](#) un protocole d'accord sur leur coopération en matière d'énergies propres. Le communiqué du DoE indique que, dans un premier temps, l'accent sera mis sur la création de capacités permettant à la Mauritanie de conserver son minerai de fer – qui est principalement exporté pour produire de l'acier à forte intensité de carbone dans d'autres pays – et de produire son propre acier « vert » ou décarboné en Mauritanie. Le communiqué indique que le premier produit d'exportation de la Mauritanie est le minerai de fer, qui est actuellement expédié vers la Chine et d'autres marchés. Dans le cadre de cette coopération initiale, les laboratoires du DoE et les entreprises partenaires seront chargées d'évaluer le potentiel technique et économique de la production d'acier décarboné en Mauritanie.
- Le Département d'État américain se [félicite](#) des résultats du « Sprint financier pour le méthane » lancé par le Président Biden en avril 2023. Le but était de réunir au moins 200 M\$ de nouvelles subventions à fort impact d'ici à la COP28. Le 4 décembre, les membres de l'initiative ont largement dépassé cet objectif, en annonçant plus de 1 Md\$ de nouveaux financements depuis la COP27. Les gouvernements ont contribué au financement à hauteur de 408 M\$, dont 190 M\$ de la Commission européenne, 100 M\$ des Émirats arabes unis, 57 M\$ des États-Unis, 22,7 M\$ de la France, 21,8 M\$ de l'Allemagne, 7,7 M\$ du Japon, 3,5 M\$ du Canada et 2,5 M\$ du Royaume-Uni. Les organisations philanthropiques et le secteur privé ont contribué pour plus de 637 M\$. Ces fonds

permettront de réduire les émissions de méthane dans tous les secteurs, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Le Sprint comprend 255 M\$ pour la relance du Partenariat mondial de la Banque mondiale pour la réduction du torchage et du méthane.

- Le 29 novembre, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) [indique](#) que les émissions de CO2 liées à l'utilisation des énergies aux États-Unis ont légèrement augmenté, passant de 4 905 Gt en 2021 à 4 939 Gt en 2022, sous l'effet d'une augmentation de 2 % des émissions du secteur des transports et d'une augmentation combinée de 1 % dans les secteurs résidentiel et commercial. Les émissions du secteur industriel ont diminué de 2 %, l'activité industrielle ayant baissé de 3 % au cours de la période.

Industrie

9. Le CHIPS R&D Office dévoile sa vision pour le National Advanced Packaging Manufacturing Program

Le 20 novembre, le CHIPS Research and Development Office a [partagé](#) sa vision concernant le National Advanced Packaging Manufacturing Program (NAPMP), l'un des programmes du volet R&D du CHIPS Act. Le but du CHIPS R&D Office pour le NAPMP est de faire des États-Unis le leader dans le domaine de l'advanced packaging. L'objectif est, d'ici 10 ans, que l'industrie américaine de l'advanced packaging puisse être suffisamment dynamique, autonome et rentable pour réaliser le conditionnement de toutes les puces avancées produites aux États-Unis. Le programme sera financé à hauteur de 3 Md\$ et comprendra notamment une ligne pilote (Advanced Packaging Piloting Facility ou APPF). Ce fonds servira également à financer des programmes de formation pour les travailleurs afin de s'assurer de la compétence du personnel dans la mise en œuvre des nouveaux processus et outils – une nécessité compte tenu des difficultés d'accès actuelles à une main-d'œuvre qualifiée aux États-Unis. Enfin, le CHIPS R&D Office a défini six axes stratégiques autour desquels seront articulés les projets financés. Ces axes comprennent la recherche de nouveaux matériaux et substrats, l'étude des équipements, outils et processus, la recherche sur la distribution d'énergie et la gestion thermique, l'exploration de solutions photoniques et de connecteurs, la recherche sur l'écosystème de chiplets, et enfin, l'investigation de la co-conception des sous-systèmes multi-chiplets. Le Département du Commerce (DoC) a l'intention d'annoncer la première opportunité de financement du NAPMP, se concentrant sur les matériaux et les substrats, en 2024. D'autres annonces relatives à d'autres domaines d'investissement, notamment l'APPF, seront faites ultérieurement.

10. Apple encourage ses fournisseurs de batteries à délocaliser leur production de la Chine vers l'Inde

Apple poursuit ses efforts visant à diminuer son exposition à la Chine en faisant pression sur ses fournisseurs de batteries d'iPhone. Selon les informations récentes du Financial Times, la société [aurait](#) communiqué à ses fournisseurs de batteries, la société chinoise Desay et la société taïwanaise Simplo Technology notamment, sa préférence pour une fabrication des batteries de l'iPhone 16 en Inde. Apple aurait également incité ces fabricants à envisager la création de nouvelles usines sur le territoire indien ou à accroître la production sur les sites existants en prévision des commandes futures. En parallèle, la société japonaise TDK, mandatée par Apple, construit actuellement un site de 72 hectares à Manesar, dans l'Haryana, qui sera spécifiquement dédié à la production de batteries destinées aux iPhones.

Une analyse de la chaîne d'approvisionnement d'Apple [effectuée](#) par Reuters en 2022 avait déjà souligné un retrait graduel de l'entreprise de sa dépendance envers les sites de production chinois. En 2019, la Chine représentait entre 44 % et 47 % des sites de production d'Apple, mais ce pourcentage a commencé à diminuer, pour atteindre 36 % en 2021.

Agriculture et industrie agroalimentaire

11. Le GAO considère le système d'assurance-récolte trop coûteux et esquisse des pistes d'économies

Le Government Accountability Office (GAO), saisi par deux sénateurs de la Commission agricole, Kirsten Gillibrand (D-NY) et Cory Booker (D-NJ), a [publié](#) le 4 décembre un rapport sur le fonctionnement du dispositif d'assurance-récolte.

Les assurances agricoles sont prévues par le Farm Bill et financées à travers celui-ci. Elles sont administrées par l'USDA et gérées par 13 compagnies d'assurance privées. L'État fédéral finance ce dispositif en subventionnant, en moyenne, à hauteur de 60 % le prix des polices d'assurances souscrites par les agriculteurs et en prenant en charge une partie des coûts de gestion des compagnies d'assurances. Ce programme a coûté 17,3 Md\$ en 2022.

À l'issue de son audit, le GAO émet deux critiques majeures sur le dispositif.

Tout d'abord il considère que le subventionnement par l'État fédéral des frais de gestion des assurances privées est excessif. Le GAO observe qu'entre 2011 et 2021 le taux de marge des compagnies d'assurance pour leurs activités en matière d'assurance-récolte ressortait à 16,8 %, soit un niveau très supérieur au taux de marge

moyen de l'industrie de l'assurance (10,2 %). Pour la période de 2024 à 2033, le GAO a estimé que les fournisseurs privés d'assurance-récolte seront indemnisés à hauteur d'environ 3,8 Md\$ par an pour la gestion de ce programme. Le GAO recommande que l'USDA réduise ses subventions aux compagnies d'assurance pour ramener leur marge bénéficiaire au niveau de ce qui est observé dans le secteur. Toutefois, la redéfinition des paramètres du dispositif d'assurance-récolte exige une loi et ne sera possible que dans le cadre du nouveau Farm Bill. Les règles actuelles sont fixées par le Farm Bill de 2014, déjà [critiquées](#) par le GAO en juillet 2017.

Ensuite, le GAO constate qu'environ 1 % des assurés représentent 22 % du total des subventions aux primes d'assurance-récolte, avec une subvention moyenne de 464 900 \$ par assuré. Inversement, 57 % des assurés représentent 7 % du total des subventions versées, pour une subvention moyenne de 3 200 \$. Cette concentration des subventions au profit d'un tout petit nombre d'exploitations agricoles est cohérente avec le paysage agricole américain où 300 000 exploitations (14 % du total) contribuent à 85 % de la production agricole américaine totale. Le GAO recommande de baisser le niveau de subvention des primes d'assurances pour les titulaires de polices à revenu élevé, car elle estime que cette baisse du taux de subvention ne conduira pas à une baisse du nombre des agriculteurs assurés et ne mettra pas en péril la pérennité de ces exploitations. Cette recommandation constitue une seconde piste d'économie budgétaire.

Brèves

- Les États-Unis [annoncent](#) en marge de la COP28 une nouvelle stratégie de réduction du gaspillage alimentaire. La nouvelle stratégie présentée s'appuie sur l'action concertée de trois agences : la Food and Drug Agency (FDA), le Département américain de l'Agriculture (USDA) et l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA). Celle-ci s'inscrit dans l'engagement de l'administration Biden de réduire de 50 % les pertes de nourriture liées à du gaspillage alimentaire d'ici 2030.
- Le service de recherche économique de l'USDA (ERS) a [publié](#) le 30 novembre ses nouvelles prévisions pour les échanges commerciaux dans le domaine agricole et agroalimentaire. L'ERS projette pour 2024 des exportations à 169,5 Md\$ et des importations à 200 Md\$, portant le déficit agricole américain à 30,5 Md\$. Sur l'exercice 2023, le déficit commercial agricole américain était de 16 Md\$, un niveau déjà sans précédent. Les exportations de produits animaux sont prévues à la baisse, du fait d'une réduction des volumes exportés, alors que les exportations de céréales déclineraient du fait d'une baisse des prix du blé et du maïs et, marginalement, d'une récolte moins abondante de sorgho.

Numérique et innovation

12. Meta et IBM lancent une Alliance sur l'intelligence artificielle

Meta et IBM ont [annoncé](#) le 5 décembre le lancement d'Alliance AI, qui vise explicitement à promouvoir une alternative à OpenAI. Cette coalition regroupant plus de 50 entreprises technologiques, notamment Intel, Oracle, Stability AI ou Hugging Face, alliées à des instituts de recherche tels que Berkeley, Yale, Cornell, la NASA ou la National Science Foundation, prône un modèle d'IA dit « ouvert ». Son objectif est de gagner du terrain sur le marché et de montrer la diversité du secteur, au-delà des modèles d'IA avancés fermés d'OpenAI ou de ses concurrents Anthropic et Cohere. L'alliance se concentre sur six domaines, dont la réglementation et la sécurité, et devrait lancer un outil d'analyse comparative pour la sécurité de l'IA et la validation des modèles. On note l'absence dans l'alliance d'acteurs majeurs tels que Stanford, le MIT, et côté entreprises, Anthropic, Cohere ou Nvidia. Pour IBM, marqué par l'échec de son système Watson, c'est une occasion de promouvoir sa nouvelle plateforme Watsonx, et pour Meta, qui a développé ses propres modèles d'IA mais a pris du retard, son système d'IA à code source ouvert, Llama 2. AMD a annoncé soutenir cet écosystème d'IA ouvert et construire, avec d'autres membres de l'alliance, le logiciel permettant aux entreprises d'utiliser ses puces – la CEO d'AMD, Lisa Su, a [lancé](#) le 6 décembre des puces d'accélération de l'IA qui constitueront une alternative à l'offre de Nvidia. Pour mémoire, selon le cabinet [International Data Corp](#), les entreprises dépenseront près de 16 Md\$ pour les solutions d'IA générative en 2023, et 143 Md\$ d'ici 2027.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)